



UNIVERSITÄTS-  
BIBLIOTHEK  
HEIDELBERG

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52983

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Dieter HEIN, *Zwischen liberaler Milieupartei und nationaler Sammlungsbewegung, Gründung, Entwicklung und Struktur der Freien Demokratischen Partei 1945–1949*, Düsseldorf (Droste) 1985, 402 S. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 76).

Avec une régularité et une efficacité qui forcent l'admiration, la machine historiographique ouest-allemande progresse sur le champ du contemporain. Ainsi, alors que, l'ouverture des archives aidant, paraissent les premières études sur les débuts de la RFA, la recherche sur la période d'occupation semble entrer peu à peu dans une nouvelle phase. L'abondance des analyses spécifiques, assises enfin sur une base documentaire suffisante depuis que les archives des puissances d'occupation sont disponibles, rend tout à la fois possibles et nécessaires les premières synthèses. Le livre de D. Hein, élève de Lothar Gall, illustre cette évolution.

Le mérite de Hein est d'autant plus grand qu'il a au préalable effectué un considérable travail de dépouillement d'archives pour compléter ou approfondir la connaissance des évolutions régionales. Rien que sur ce terrain purement factuel, on lit son livre avec bénéfice, parce qu'il comble d'importantes lacunes en décrivant la renaissance du libéralisme politique à Hambourg et Brême, dans le Schleswig-Holstein ainsi qu'en zone française. Le plus intéressant ressort cependant de la comparaison systématique des situations régionales, comparaison qui fait entrer en ligne de compte les spécificités de la tradition libérale, les facteurs sociologiques et la force des autres courants politiques, sans oublier l'impact éventuel de données personnelles et l'influence des gouvernements militaires. Pour Hein, il s'agit »de trouver dans la situation historique concrète les racines de l'antagonisme entre libéralisme de gauche et national-libéralisme«, dont la réapparition après 1945 n'était jusque-là décrite qu'au niveau de l'histoire des idées. L'auteur considère à cet égard que la situation d'après-guerre qui, du fait de l'effondrement institutionnel suivant la défaite, est caractérisée par une fragmentation du champ d'action politique, facilite plutôt la tâche: elle force en effet à partir de micro-analyses, cadre dans lequel la corrélation entre les objectifs politiques et les facteurs d'analyse mentionnés peut être plus facilement opérée.

La thèse centrale du livre est que la concurrence gauche-droite au sein du libéralisme renaissant est celle de deux types fondamentalement opposés de motivation, d'action et de projets politiques. Dans le cas du libéralisme de gauche, on a affaire à ce que Hein appelle *Milieupartei*, c'est-à-dire une force politique enracinée dans un milieu bourgeois homogène, héritier d'une longue tradition et conscient de ses valeurs. Il en est ainsi dans le sud-ouest, en particulier dans le Wurtemberg-Bade avec le *demokratische Volkspartei* animé entre autres par Theodor Heuss, et dans les villes hanséatiques Hambourg et Brême. Si de manière générale les libéraux ne réapparaissent sur le terrain politique que relativement tard (en tout cas bien après les partis ouvriers qui par le fil ténu de la résistance ont pu préserver un certain lien de continuité avec l'avant-guerre), c'est ce libéralisme »de milieu«, largement héritier du DDP de la République de Weimar, qui refait tout d'abord surface: en Wurtemberg-Bade et à Hambourg, il précède même la constitution de la démocratie chrétienne. Son objectif, devenir un parti du centre, mais néanmoins de poids grâce à son rôle charnière ne ressort pas de l'opportunisme; il est fondé sur la conviction que les clivages gauche-droite et les antagonismes sociaux ne sont pas décisifs et que les alliances peuvent se déterminer sans exclusive par référence aux valeurs démocratiques.

Le libéralisme de droite se réorganise plus tardivement, ne serait-ce que parce que ses cadres politiques, pour la plupart issus du DVP et du DNVP, formations compromises dans la venue au pouvoir d'Hitler, sont d'abord en position d'attente. Alors que le libéralisme de gauche se manifeste dans des régions où le DDP avait pu affirmer ses positions électorales même au plus dur de la crise, ils sont quant à eux marqués par l'expérience du laminage politique de leurs partis. Leur libéralisme, dont l'identité est de ce fait largement ébranlée, se définit plutôt de façon négative, en particulier par opposition à la montée des valeurs socialistes. L'ambition

politique correspondante est de rassembler, sous le signe de l'antisocialisme, autour de thèmes tels que la défense de l'économie de marché, l'école «supra-confessionnelle» (*Gemeinschaftsschule*) ou, du point de vue constitutionnel, l'option fédérale. La réussite d'un tel projet est évidemment inversement proportionnelle à celle de l'entreprise concurrente de rassemblement, celle de la CDU/CSU. Dans les régions à dominante catholique, c'est cette dernière qui a le dessus, les anciens milieux du *Zentrum* réussissant même souvent à attirer à eux des libéraux; dans les régions bi-confessionnelles, le résultat n'est guère plus brillant, car la présence chrétienne-démocrate restreint le champ de rassemblement à tout ce qui n'est pas attaché aux valeurs chrétiennes. La situation idéale est donc celle des régions à majorité protestante, où avant 1933 le spectre politique non-socialiste était de toute manière largement occupé par les partis conservateurs et libéraux: c'est en particulier le cas en Schleswig-Holstein.

Il n'est pas fortuit que le libéralisme de droite, dont les points forts sont par ailleurs la Hesse et la Rhénanie du Nord-Westphalie, gagne en puissance dans les années 1948-49. Il profite en effet de ce que Hein appelle une crise du *Lizenzparteiensystem*, c'est-à-dire du système des partis tel qu'il avait été marqué par la politique d'autorisation des occupants. Cette crise se manifeste par une montée des petites formations, entre autres extrémistes, phénomène que Hein illustre dans un intéressant chapitre sur l'évolution électorale, et la crise corrélative de l'idée d'union chrétienne-démocrate. Si la CDU parvient à surmonter cette passe difficile et à préserver finalement son acquis électoral et organisationnel, décevant par là les espoirs des libéraux de droite, ceux-ci n'en connaissent pas moins une conjoncture favorable avec la montée de thèmes nationaux, voire nationalistes dont la division de l'Allemagne ainsi que la possibilité, avec le retour à davantage de responsabilité, de critiquer le régime d'occupation, favorisent l'émergence. Parmi les autres facteurs qui agissent en leur faveur, on peut retenir également le fait que la coalition avec les chrétiens démocrates au sein du *Wirtschaftsrat* de la *Bizone*, coalition logique dans la mesure où il n'est question que de problèmes économiques, popularise plutôt leurs thèmes; de même, la question du financement du parti, problématique à cause de la réforme monétaire et de la nécessité de préparer bientôt des campagnes électorales à l'échelon national, est résolue dans un sens favorable à leur conception avec l'appel aux fonds de provenance industrielle. Ce renforcement du national-libéralisme explique les difficultés à constituer un parti à l'échelle fédérale, bien que le processus s'engage dès le début de l'année 1948 après la rupture avec les représentants de la zone soviétique. Ainsi, le congrès de fondation d'Heppenheim (décembre 1948) n'évite l'échec qu'en mettant entre parenthèses ou en renvoyant à plus tard les questions controversées. Le premier congrès (Brême, juin 1949) donne certes l'impression d'une plus grande unité, mais l'image est trompeuse. Les compromis n'apaisent nullement l'opposition latente entre les deux tendances. Ils s'expliquent à la fois par la perspective des élections législatives et plus fondamentalement par la prise de conscience qu'en cas de rupture aucun des deux courants, à l'implantation trop spécifiquement régionale, ne pourrait faire vivre une organisation nationale à lui seul.

La clarté du cadre conceptuel et le sens aigu de la synthèse dont Hein fait preuve font du livre une lecture particulièrement stimulante. Mais si on admire sans réserve la capacité à maîtriser et organiser une masse aussi importante d'informations, on doit reconnaître que l'entreprise a le défaut de ses qualités, celui de ne pouvoir quelquefois éviter une abstraction et même un schématisme excessifs. Ainsi, pour pouvoir dégager les grandes lignes, l'auteur a volontairement traité les débats programmatiques de façon allusive. Bien qu'il nous en prévienne dès l'introduction, on regrette que les quelques citations qui eussent permis de saisir concrètement la nature des désaccords aussi bien que celle des compromis (à Brême, en particulier!) fassent trop souvent défaut. De même, et la critique est ici plus gênante, le concept de *Milieu*, catégorie centrale de l'analyse, gagnerait à être précisé, justement à l'exemple d'une situation locale ou régionale. On éprouve ici le besoin de compléter la lecture de Dieter Hein par celle de monographies régionales ayant le loisir d'être plus descriptives, comme celle de

Karsten Schröder (*Die FDP in der britischen Besatzungszone 1946 bis 1948*, éditée la même année dans la même série chez Droste). On s'étonne enfin que dans sa conclusion, l'auteur s'abstienne complètement de soulever la question qui, à la fin de l'analyse semble s'imposer: dans quelle mesure la distinction entre *Milieupartei* et *nationale Sammlungsbewegung* peut-elle nous aider à interpréter l'évolution et le rôle politique ultérieurs du FDP? La notion de *Milieupartei* n'est-elle méthodologiquement fructueuse que grâce à la régionalisation forcée de la politique dans les années d'après-guerre? Si on se réfère à la théorie de la modernisation, comme Hein semble le faire à ce propos, faut-il considérer que recouvrant un aspect de la culture politique destiné à disparaître, cette notion n'est rapidement plus significative? Ou peut-on penser, malgré la multiplication et l'interférence des paramètres rendant plus difficile une analyse de ce type au niveau fédéral, qu'elle pourrait contribuer à expliquer les vicissitudes du libéralisme de gauche dans l'histoire du FDP après 1949?

Alain LATTARD, Paris

Eckhard JESSE, *Wahlrecht zwischen Kontinuität und Reform. Eine Analyse der Wahlsystemdiskussion und der Wahlrechtsänderungen in der Bundesrepublik Deutschland 1949–1983*, Düsseldorf (Droste) 1985, 440 S. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 78).

Ce livre ne constitue pas seulement un titre supplémentaire dans la longue liste d'analyses et d'écrits polémiques portant sur le système électoral en République fédérale d'Allemagne (la bibliographie occupe 45 pages!). L'étude de Jesse qui a pour base sa thèse de doctorat soutenue à Trèves constituera certainement pour quelque temps le point final de la discussion.

Après une introduction comportant notamment un tour d'horizon sur l'état actuel de la recherche et une rétrospective de la République de Weimar, l'auteur traite les discussions des partis politiques sur le système électoral. Le calme qui règne depuis la fin de la «grande coalition» en 1969 (associant la CDU/CSU et le SPD) ne doit pas faire oublier que ce problème provoqua de vives controverses durant les années 50 et surtout à l'époque de la «grande coalition». Finalement, toutes les propositions de modification échouèrent, car les intérêts divergents des partis ne permirent pas de trouver un dénominateur commun.

Dans le chapitre suivant les plus importantes propositions de modification sont présentées, analysées et jugées à l'aide d'une liste de critères (compréhensibilité et simplicité, adéquation entre le nombre des voix et le nombre des mandats, possibilité d'un changement de gouvernement, constitution d'une majorité gouvernementale solide, représentation des différentes tendances politiques, ancrage dans la tradition politique). Bien qu'aucun système électoral démocratique ne peut répondre entièrement à chacun de ces critères, il ne doit en négliger aucun complètement. Etant donné qu'en 1949 fut introduit le système proportionnel, corrigé par la clause de 5 % – progressivement renforcée –, et non pas un système mixte, comme on le lit souvent dans les publications françaises, toutes les propositions de modification visaient l'introduction d'éléments favorisant la constitution d'une majorité. Avant les élections au Bundestag en 1957, la CDU essaya d'introduire le système électoral nommé «Grabenwahl-system» (nommé ainsi car il creuserait un fossé entre les deux procédés de scrutin): Il prévoyait d'élire la moitié des députés selon le système britannique (scrutin uninominal à un tour, donc à la majorité simple), l'autre moitié à la proportionnelle; les mandats gagnés directement dans les circonscriptions ne seraient plus décomptés des mandats gagnés au niveau national à la proportionnelle. On voulait donc établir un système mixte. Ce projet échoua à cause de la résistance du FDP, que ce nouveau système aurait considérablement affaibli. La «grande coalition» (1966–1969) envisagea l'introduction du scrutin majoritaire, en partie pour ne pas devoir poursuivre cette formule gouvernementale inhabituelle. Mais en 1968 le SPD aban-